



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n°20230406-DEC-DAEN0404
du – 2 MAI 2023 en application de l'article L.171-8 du code de
l'environnement**

**de la société COURBIS SYNTHÈSE à Romans-sur-Isère (26)
de respecter les prescriptions applicables aux activités de production par moulage
de pièces techniques en résine synthétique exploitées à la même adresse.**

**La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu les arrêtés préfectoraux encadrant l'exploitation du site COURBIS SYNTHÈSE de Romans-sur-Isère, notamment l'arrêté préfectoral cadre modifié n°05-1904 du 17 mai 2005 et l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire du 24 août 2022 ;

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire du 24 août 2022 susvisé qui dispose :

« L'article 6.2.1 relatif à la conception des bâtiments et locaux de l'arrêté du 17 mai 2005 est complété comme suit : Les stockages des matières premières contenant des produits toxiques (phrase de risque H330 ou H331) ou susceptibles de générer des fumées toxiques par libération d'acide chlorhydrique, d'acide cyanhydrique et de dioxyde de soufre (molécule contenant du chlore, de l'azote et du soufre) sont stockés séparément des matières premières inflammables et à une distance d'au moins 30 m des limites de propriété, en dehors de zones d'effets dominos. Ces stockages sont protégés contre la foudre. » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 6 avril 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sous le délai de 15 jours ;

Considérant que, lors de la visite en date du 25 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

« L'exploitant n'a pas encore déplacé ses stockages des matières premières contenant des produits toxiques [...] à une distance d'au moins 30 m des limites de propriété, comme indiqué dans son EDD révisée en 2022. Par ailleurs, ces stockages, en l'état actuel, ne sont pas protégés contre la foudre. L'exploitant doit déplacer les stockages des matières premières contenant des produits toxiques [...] de manière à respecter l'ensemble des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/08/2022. Par ailleurs, ces stockages doivent être protégés contre la foudre. »

Considérant que, lors de la visite en date du 13 mars 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

« Il a été constaté que les stockages des matières premières contenant des produits toxiques [...] n'ont toujours pas été déplacés à une distance d'au moins 30 m des limites de propriété.

Par ailleurs, il a été constaté que des matières premières inflammables (alcool isopropylique) étaient stockées dans le même conteneur (conteneur « A ») que des matières premières contenant des produits toxiques [...] (notamment Adiprene L42, Desmodur MD1665, Royalcast 2501) (produits d'ailleurs incompatibles). »

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire du 24 août 2022 susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où la séparation des stockages de produits toxiques vis-à-vis des produits inflammables, la protection foudre et l'éloignement de ces stockages des limites de propriété décrit dans l'EDD révisée et les compléments de l'EDD envoyés le 20 juillet 2022 constituent une mesure de réduction du risque à la source et que l'éloignement des limites de propriété des stockeurs matières premières contenant des produits toxiques permet de maintenir des distances d'effets létaux à l'intérieur du site sur le scénario d'incendie de stockage de matières premières générant des fumées toxiques en cas d'incendie ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société COURBIS SYNTHÈSE de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire du 24 août 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1

La société COURBIS SYNTHÈSE exploitant une installation de fabrication de pièce en polyuréthane sise 14 rue Marie Curie sur la commune de Romans-sur-Isère est mise en demeure de respecter l'article 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire du 24 août 2022 susvisé, **avant le 19 mai 2023**, en stockant les matières premières contenant des produits toxiques (phrase de risque H330 ou H331) ou susceptibles de générer des fumées toxiques par libération d'acide chlorhydrique, d'acide cyanhydrique et de dioxyde de soufre (molécule content du chlore, de l'azote et du soufre) séparément des matières premières inflammables et à une distance d'au moins 30 m des limites de propriété, en dehors de zones d'effets dominos. Ces stockages sont protégés contre la foudre.

Article 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 4

Le présent arrêté est notifié à la société COURBIS SYNTHÈSE. Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Romans-sur-Isère et tenue à la disposition du public. Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme (www.drome.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Drôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le – 2 MAI 2023
La préfète,


Pour la préfète et par délégation
La Secrétaire Générale
Marie ARGOUARC'H

